

Conseillers élus	33
En fonction	33
Présents	27
Excusés	6
Procurations	5

**Procès-Verbal des Délibérations
du Conseil Municipal de la Ville de CERNAY
de la séance du 15 décembre 2017**

Sous la présidence de Monsieur Michel SORDI, Maire

Monsieur le Maire ouvre la séance du Conseil municipal à 20h03. Il souhaite la bienvenue à tous les Conseillers municipaux présents et salue également le public et les représentants de la presse.

Le Conseil municipal procède à la désignation du secrétaire de séance et de son auxiliaire. Sont désignés à l'unanimité Monsieur Guillaume GERMAIN, Adjoint au Maire, en tant que Secrétaire, et Monsieur Philippe GROSS, Directeur général des services, en tant qu'auxiliaire.

Monsieur le Maire donne lecture des procurations.

Présents Monsieur Michel SORDI, Madame Catherine OSWALD, Messieurs Jérôme HAMMALI, Emile MOUHEB, Claude MEUNIER, Guillaume GERMAIN, Madame Annie GADEK, Messieurs Michel FLIEG, Mario CRACOGNA, Mesdames Catherine GOETSCHY, Monique SAMOLANY-ZIND, Chantal BURGERMEISTER, Martine PIERRE, Nicole WIPF, Sonia KUENY-TRAVERSI, Josiane BOSSERT, Messieurs Dominique STEIGER, Thierry BILAY, Mesdames Santa FIERRO, Claudine MUNSCH, Monsieur Michel LEDEUR, Madame Virginie BONNET, Messieurs Fabrice ANASTASI, Giovanni CORBELLI, Jacques MULLER, Madame Sylvie REIFF-LEVETT, Monsieur Christophe MEYER

Absent(s) excusé(s) et non représenté(s) Mme Marie STUTZ

Absents non excusés Néant

Ont donné procuration M. Alain BOHRER donne procuration à Annie GADEK
Mme Anita BURGER donne procuration à Catherine OSWALD
M. Bernard SOMMER donne procuration à Claudine MUNSCH
M. Joaquim RODRIGUES donne procuration à Christophe MEYER
Mme Anne EBERLEIN donne procuration à Sylvie REIFF-LEVETT

Assiste également Monsieur Philippe GROSS, Directeur général des services.

Ordre du jour

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 novembre 2017
- 2 - Communications
- 3 - Décisions prises en vertu des délégations données à Monsieur le Maire (information)
- 4 – Débat d’orientation budgétaire (D.O.B.) 2018
- 5 - Renouvellement convention bipartite de médiation sociale (Ville/AGORA)
- 6 - Convention de gestion du cimetière israélite
- 7 - Monde associatif – Subventions aux associations et organismes divers
- 8 - Domaine communal
 - 8.1 - Zone artisanale « du Vignoble » - Cession d’un terrain à la SCI « Les Pins »
 - 8.2 - Transfert des Zones d’activités économiques de la Ville à la Communauté de communes de Thann-Cernay
 - 8.3 - Rue de Thann –Cession d’un terrain à la SCI « Les Romarins »
 - 8.4 - Rue du Laurier – Servitude de cour commune
 - 8.5 - Mainlevée d’inscription au Livre Foncier – Restriction au droit de disposer
- 9 - Office National des Forêts – Programme d’actions et état prévisionnel des coupes 2018
- 10 - Ressources humaines – Création d’un emploi permanent de rédacteur principal 2^{ème} classe à temps complet (avancement de grade)
- 11 - Questions orales
- 12 - Informations à la Municipalité

1 – Monsieur le Maire rapporte le point n°1**Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 novembre 2017**

Ce procès-verbal a été transmis au domicile de chaque élu. Aucune remarque n’étant formulée, il est adopté à l’unanimité et signé.

Adopté à l’unanimité

2 – Monsieur le Maire rapporte le point n°2

Communications

Remerciements émanant de la Société hippique de la Thur pour l'octroi des subventions relatives aux « animations été » et au « Contrat éducatif local ».

3 – Monsieur le Maire rapporte le point n°3

Décisions prises en vertu des délégations données à Monsieur le Maire (information)

3.1 – Déclarations d'intention d'aliéner – Droit de préemption non exercé

Immeuble sis	Nature	Surface	Désignation cadastrale	Cédés par
3 rue du Muguet	maison	749 m ²	Section 80 n°293	Philippe JAEGER Stéphanie DEMANGE
1 rue des primevères	maison + garage	330 m ²	Section 80 n°357	Gauthier COURAGEUX Adeline GARRET
7 rue Blaise Pascal	appt + gge + cave	54,55 m ²	Section 48 n°126	Christian SPERANDIO
8 rue des Violettes	appt + gge	84 m ²	Section 80 n°119	Carlo ALINI Nathalie KRIEGEL
6 avenue Montaigne	appt + gge	88,03 m ²	Section 80 n°223	Jean-Yves CURIR Katia RUMMELHARDT
20 rue Albert Schweitzer	appt + cellier	63,4 m ²	Section 80 n°117	Georgette SCHROETER
16 rue Blaise Pascal	appt + cellier	85,23 m ²	Section 80 n°119	Audrey MANIGOLD Laurent LEOPOLDES

2 avenue Montaigne	appt + gge + cellier	50 m ²	Section 80 n°123	Georges LANG Aïmen BOUARIOUA
--------------------	-------------------------	-------------------	------------------	---------------------------------

3.2 – Droits de préemption non exercé – Commerces

Immeuble sis	Nature	Cédés par
10 rue Clémenceau	Commerce de fleurs	Fabienne BRAND

3.3 – Tarifs communaux

Décision du 13 novembre 2017 relative aux tarifs d'ouvrages en saillie sur le domaine public, notamment les débords de toiture d'une hauteur supérieure à 8 mètres :

- dépassement maximum par rapport au mur de 0,50 m : gratuit.

4 – Monsieur le Maire rapporte le point n°4

Débat d'orientation budgétaire (D.O.B.) 2018

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi « NOTRe ») a modifié l'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales pour instituer de nouvelles obligations relatives à la présentation et l'élaboration des budgets locaux.

Dans les communes de plus de 3500 habitants, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette doit être produit et débattu, au cours d'une séance du Conseil municipal, dans les deux mois précédant l'examen et le vote du budget primitif.

En outre, les communes de plus de 10 000 habitants doivent compléter le rapport en question par une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses de personnel et des effectifs, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Enfin, ce rapport doit être transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'intercommunalité.

Le débat d'orientation budgétaire vise donc à permettre à l'assemblée délibérante :

- de discuter des orientations budgétaires et des engagements pluriannuels qui préfigureront les priorités du prochain budget ;
- d'être informée de l'évolution de la situation financière de la collectivité.

1. Les perspectives internationales et nationales pour 2018

Le Fonds Monétaire International (FMI) prédit un rebondissement de la croissance mondiale pour 2018, à + 3.6 % mais met en garde contre la persistance de « risques considérables ».

En effet, les prévisions de croissance mondiale ont été révisées à la hausse dans beaucoup de pays de la zone euro, dont l'Allemagne et la France, et mettent en exergue une demande intérieure plus forte que prévu. Les prévisions sont également optimistes pour le Canada et le Japon, où la consommation privée, l'investissement et les exportations ont accompagné la croissance.

En zone euro, la reprise de l'activité sur fond de confiance des marchés pourrait être plus forte et plus durable que ne le signalent actuellement les projections.

En 2018, l'inflation va probablement rester mesurée dans les grandes économies, pour autant que les prix des produits de base ne continuent pas d'augmenter.

Tandis que, selon les analystes, les taux des marchés financiers présentent une forte probabilité d'être relevés par la Banque Centrale Européenne, d'ici mars 2018.

Le FMI met toutefois en garde sur la subsistance des risques, notamment sur la difficulté de prévoir l'évolution des politiques réglementaires et budgétaires aux Etats-Unis, les négociations sur la forme que prendra le Brexit, ou encore des risques géopolitiques. Car les tensions géopolitiques persistent en Corée du Nord et au Moyen Orient, bien que le risque semble pour l'instant géré par le marché.

En outre, des tensions financières apparaissent avec la Chine, où le crédit se développe de façon importante, ce qui commence à inquiéter les observateurs.

Tous ces facteurs pourraient avoir un impact négatif sur la confiance des marchés et des ménages, avoir un effet dissuasif sur l'investissement et affaiblir la croissance.

2. L'état des finances locales : l'année 2017 et le projet de loi de finances 2018

En 2017, les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales devraient avoir progressé de 1.5 %. Cette accélération provient des charges de personnel, qui augmentent de 2%, alors que les effectifs stagnent. Les dépenses de personnel sont en hausse suite à l'augmentation du point d'indice de la fonction publique de 0.6% en juillet 2016 et février 2017, ce qui aurait un impact de 0.9 % en année pleine. En outre, le taux de la part employeur de la contribution à la caisse de retraite des agents des collectivités locales, a augmenté légèrement au 1^{er} janvier 2017. Enfin, la mise en place du protocole « Parcours professionnels,

carrières et rémunérations » (P.P.C.R), qui entraîne une revalorisation des grilles salariales, produirait des effets marquants en 2017.

Entré en vigueur en 2016, le P.P.C.R., dont la mise en œuvre doit s'étaler jusqu'en 2020, prévoit un rééquilibrage progressif de la rémunération entre le traitement indemnitaire et le traitement indiciaire au profit de ce dernier, en transformant une partie des primes en points d'indice. Une deuxième revalorisation des grilles indiciaires pour les trois catégories A, B et C est appliquée et se traduit par une restructuration de la grille des agents (réduction du nombre de grades et revalorisation des limites indiciaires). Par ailleurs, la durée de carrière sera harmonisée, par l'application d'une cadence unique d'avancement d'échelon pour certains cadres d'emplois.

En 2017, les dépenses d'intervention sociale ont fait l'objet d'une étude approfondie de la part des services de l'Etat, et des économies ont été notamment réalisées sur certains emplois aidés pour concentrer les efforts sur les dispositifs qualifiants ou visant les personnes très éloignées du marché du travail, ce qui a impacté de nombreux personnels dans bon nombre de collectivités territoriales.

Au plan des ressources des collectivités territoriales, les recettes de fonctionnement sont revues à la baisse - conséquence de la baisse des concours financiers de l'Etat-, et l'on observe des recettes fiscales moins dynamiques. Tous ces éléments ont eu pour conséquence une rétrogradation de l'épargne brute des collectivités.

Concernant la section d'investissement du secteur public local, malgré la progression de plusieurs mesures de soutien à l'investissement local (dotation de soutien à l'investissement local – DSIL, élargissement des dépenses éligibles au FCTVA), l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales constate que les dépenses d'investissement des communes ont diminué pour la troisième année consécutive (-0.5 % en 2016, -11.4 % en 2015 et -12% en 2014). Pour l'année 2017, l'Observatoire prévoit néanmoins une baisse modérée des dépenses de fonctionnement et une croissance positive des recettes de fonctionnement sur lesquelles les baisses des dotations de l'Etat auraient peu d'impact.

Pour 2018, le Gouvernement demande aux collectivités territoriales de nouvelles mesures de rationalisation de leurs dépenses de fonctionnement. L'objectif est d'atteindre une maîtrise raisonnée de leur augmentation, de ne pas dépasser 1.2 % de dépenses de fonctionnement.

S'agissant des recettes, le projet de loi de finances 2018 est cette fois-ci fondé, concernant le secteur public local, sur la stabilisation de la dotation globale de fonctionnement. Dans le même esprit, les dotations destinées à soutenir l'investissement local sont maintenues à hauteur des montants 2017, soit 1.8 milliard d'euros.

Enfin, la suppression de la taxe d'habitation bénéficiera à 80 % des foyers, mais devrait être compensée à l'euro près par l'Etat pour l'année 2018. Un groupe d'experts devrait être nommé pour proposer une mesure visant à remplacer cette recette fiscale par une autre, en maintenant le lien contributif avec les habitants et assurant une certaine dynamique d'évolution. Le calendrier de cette nouvelle mesure est pour l'heure, programmé à l'échéance du budget 2019.

Enfin, l'enveloppe globale de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) et de la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) est augmentée ; étant bénéficiaires de la DSU, nous allons constater

une augmentation puisque nous sommes passés de 84 259 € en 2016 (le montant était stable depuis 2008) à 109 838 € en 2017.

Entre la volonté du Président de la République de donner un cap pour cinq ans et les faibles marges de manœuvre budgétaires, l'on se prépare, en 2018, à un budget hors normes où l'objectif principal consistera en la réduction de la dépense publique sous la forme de 13 milliards d'économies d'ici à 2022. Il s'agira, pour les collectivités territoriales, de limiter la hausse de leurs dépenses par rapport à une tendance de croissance donnée, l'objectif étant une hausse globale des dépenses de fonctionnement de 1.2 % par an à ne pas dépasser.

Dans ce contexte, malgré les mesures prises par l'Etat en faveur de l'investissement public local (DSIL, élargissement des dépenses éligibles au FCTVA), les perspectives de reprise des collectivités territoriales en la matière sont limitées. Les experts financiers voient se profiler un phénomène de « glaciation » des finances locales d'ici à 2020.

Comme en 2017, la situation actuelle semble imposer ce nouveau paradigme, « faire moins avec moins », en actionnant simultanément un grand nombre de leviers : maximiser les recettes disponibles et rationaliser l'organisation des collectivités territoriales.

3. Les perspectives communales pour 2018

3.1 Section de fonctionnement

3.1.1 Les dépenses de fonctionnement

a) dépenses énergétiques

Le montant des factures EDF-GDF est stable depuis 3 ans ; pour mémoire, nous avons dépensé 305 244 € en 2016. Au 30 novembre 2017, nous avons dépensé 243 726 € de frais d'électricité. A conditions climatiques équivalentes, les coûts du chauffage urbain, qui ont diminué à la faveur de la mise en service de la chaufferie biomasse (nouvelle délégation de service public) en septembre 2014, devraient pouvoir être stabilisés au même niveau que l'année passée.

b) dépenses de personnel

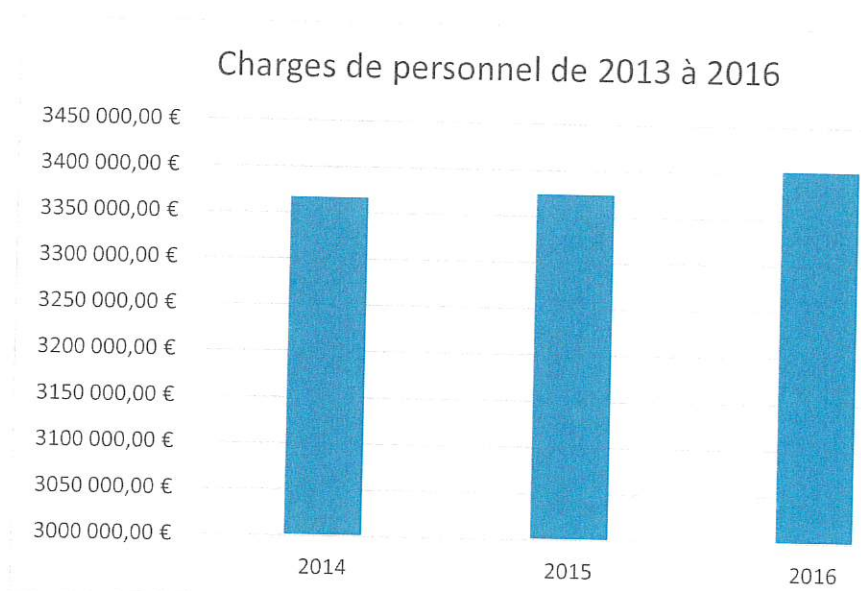
Charges de personnel

3 529 300 € ont été inscrits au budget 2017 (chapitre globalisé 012), contre 3 440 000 € en 2016. Le montant inscrit au budget a été augmenté de 2.6 % comparé à l'exercice budgétaire précédent, afin de répondre aux contraintes réglementaires telles que l'accord sur les rémunérations intitulé « Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations » ainsi que l'augmentation du point d'indice de la fonction publique, l'ensemble représentant des dépenses contraintes sur lesquelles la Ville de Cernay n'a pas de prise. Néanmoins, l'exécution budgétaire en matière de charges de personnel sera légèrement en dessous de la prévision budgétaire.

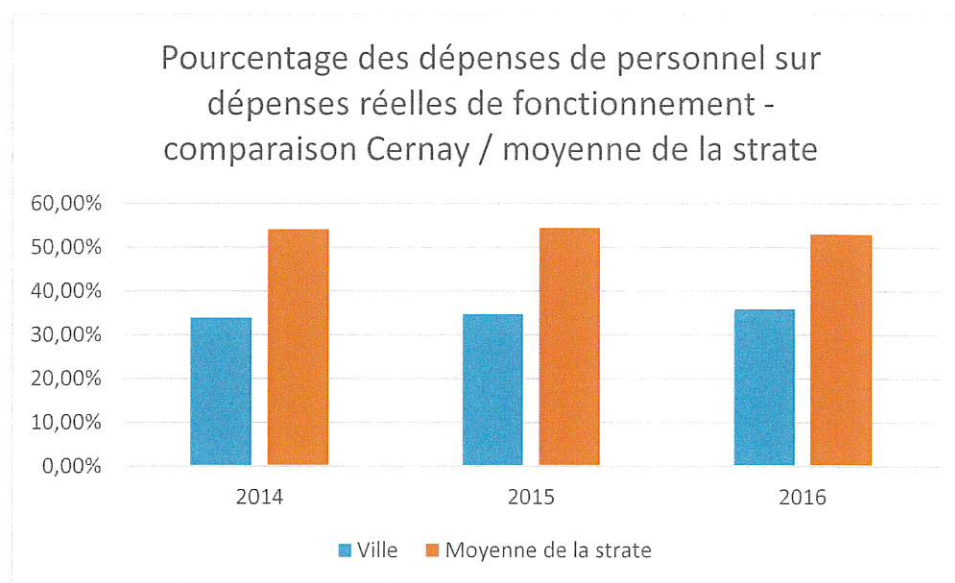
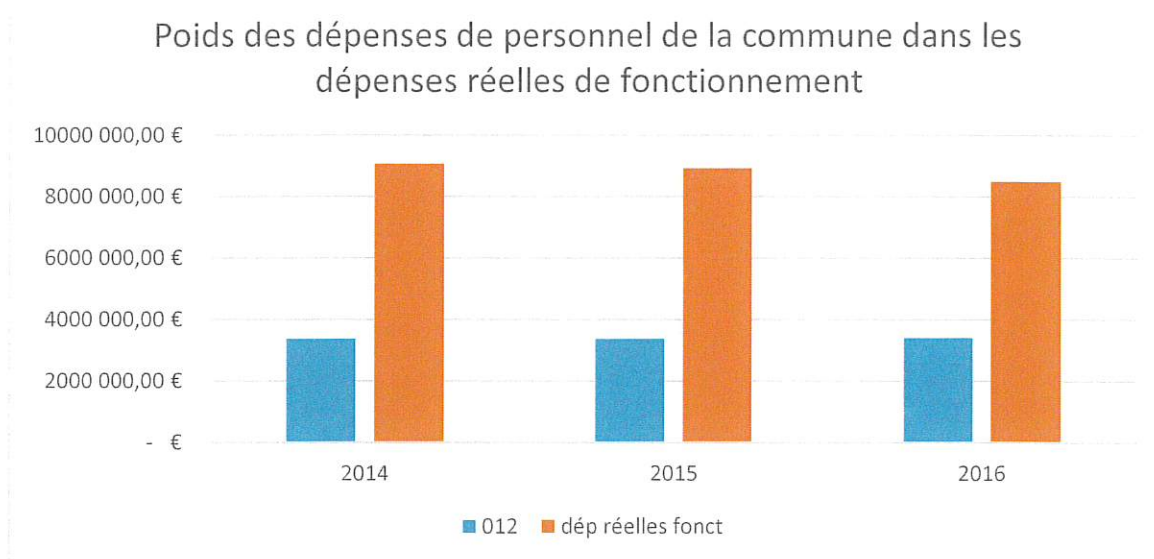
L'Etat a décidé de revoir le dispositif des contrats aidés, en les réservant à ses propres services. Par conséquent, les personnels communaux intervenant dans les écoles maternelles, qui pouvaient être reconduits, n'ont pas pu se voir offrir un nouveau contrat aidé. La commune a donc pris des mesures de compensation en sécurisant pour l'année scolaire en cours, les emplois de deux aides-ATSEM, l'une à l'école des Géraniums et l'autre à l'école les Hirondelles. En outre, des volontaires en mission de service civique ont été recrutés en partenariat avec les directrices des écoles maternelles. Seule l'école des Roses attend encore l'affectation d'un volontaire en mission de service civique. L'ensemble de ces mesures ont été prises afin que les effectifs demeurent constants dans les écoles, comparé à l'année scolaire précédente. L'objectif a été de compenser chaque poste dont le contrat aidé n'a été reconduit par l'Etat.

Nonobstant les dépenses contraintes en ce domaine, conséquences de décisions extérieures (gouvernementales pour l'essentiel), l'objectif de maîtrise salariale sera poursuivi en 2018, étant précisé que la Ville de Cernay dispose du meilleur ratio départemental des villes de la même strate (10 000 à 20 000 habitants) :

- 285 €/an par habitant à Cernay
- 417 €/an par habitant en moyenne pour les villes du Haut-Rhin (10 000 à 20 000 habitants)
- 659 €/an par habitant en moyenne pour les communes françaises de même taille.



Dépenses	2014	2015	2016
Charges de personnel	3 366 489,89 €	3 373 762,55 €	3 402 237,77 €
Dépenses réelles de fonctionnement	9 064 485,13 €	8 912 975,97 €	8 475 733,79 €



Les principaux facteurs d'augmentation des charges de personnel, entre 2014 et 2016 sont :

- le « glissement vieillesse et technicité » (GVT), qui correspond à la variation de la masse salariale à effectif constant (avancements d'échelons, avancements de grades, changements de cadres d'emplois etc.) ;
- les premières mesures relatives à l'accord national sur les rémunérations intitulé « Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations » dans la fonction publique (agents de catégorie B) ;
- l'augmentation des cotisations retraites (0,5 % pour les fonctionnaires et 1,5 % pour les contractuels) ;
- ou encore les premiers effets de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique (0,6 % le 1^{er} juillet 2016).

Par ailleurs, il convient de préciser que ces chiffres ne prennent pas en compte la spécificité des contrats aidés (adultes-relais, contrats d'avenir, CUI-CAE etc.), qui sont à la fois des dépenses (charges de personnel), mais aussi des recettes (versements par l'Agence de Services de Paiement).

Or, pour appréhender le plus justement possible la charge réelle des dépenses de personnel, il faudrait déduire de ces dernières la somme correspondant au montant remboursé à la commune pour l'ensemble de ses agents contractuels recrutés au moyen d'un contrat aidé.

Ainsi, alors que les charges « brutes » de personnel ont progressé de 28 475,22€ entre 2015 et 2016, les recettes tirées du versement de l'Agence des Services de Paiement se sont accrues de 26 162,57 €, soit une augmentation, entre 2015 et 2016, de seulement 2 312,65 € des charges « nettes » de personnel.

Montants des reversements de l'Agence de Services de Paiement

2014	149 003,92 €
2015	215 871,00 €
2016	242 033,57 €

Enfin, pour plus de justesse encore, il conviendrait également de déduire des charges « brutes » de personnel le remboursement, par la CCTC, pour les 6 derniers mois de 2015 et l'intégralité de l'année 2016, des frais afférents au service mutualisé d'instruction du droit des sols porté par la Ville de Cernay pour le compte de toutes les communes de notre intercommunalité, soit environ 189 000 € (63 000€ au titre de 2015 et 126 000 € au titre de 2016).

Composition et évolution des effectifs communaux

- La composition des effectifs

Au 1^{er} janvier 2017, la commune comptait 110 agents, dont 95 étaient des agents de catégorie C (86,37%), 8 agents de catégorie B (7,27 %) et 7 de catégorie A (6,36 %) ; 55,45 % de titulaires (fonctionnaires) contre 44,55 % de non-titulaires (contractuels).

Comme le met en exergue le document relatif à la composition des effectifs communaux (cf. annexe), l'essentiel des agents se concentre dans deux secteurs : les écoles (agents d'entretien, ATSEM et aides ATSEM), au sein du Pôle 2, et les services techniques (voirie, maintenance, propreté, environnement etc.), au sein du Pôle 5. A eux seuls, ces deux secteurs représentent environ les 2/3 des effectifs communaux, traduisant l'importance accordée, par la commune, au cadre de vie et aux écoles.

○ L'évolution des effectifs

Année	Nombre de titulaires équivalent taux plein	Nombre de non titulaires équivalent taux plein	TOTAL
2014	63,97	22,88	86,85
2015	61,27	28,82	90,09
2016	61,37	31,88	93,25
2017	57,96	39,17	97,13

Si, entre 2016 et 2017, l'effectif communal a augmenté (+1 agent selon les tableaux des effectifs annexés et + 3,88 emplois ETP selon le tableau ci-dessus), il convient de relativiser ces chiffres dans la mesure où ils sont pour l'essentiel conjecturels puisque la conséquence de remplacements pour cause de long arrêt maladie (service cabinet, communication et animation), de congé de maternité (Pôle 2 - Ecole maternelle Saint-Joseph) ou de disponibilité pour convenance personnel (Pôle 1 - Service solidarité). Ces chiffres ne signifient donc pas une augmentation nette et durable du nombre emplois au sein des services municipaux.

L'évolution des effectifs traduit une diminution du nombre de titulaires (fonctionnaires), en raison notamment de départs à la retraite.

En parallèle, l'on constate une progression du nombre de non-titulaires (contractuels) principalement porté par le recours à des contrats aidés.

Rappelons que ces contrats permettent à la commune de bénéficier d'un remboursement du coût de poste. Surtout, ils permettent à la fois de concilier performance financière et performance sociale, en optimisant les dépenses de fonctionnement, tout en favorisant l'insertion professionnelle de publics confrontés à des difficultés spécifiques dans leur recherche d'emploi. Naturellement, les choix récents opérés par le Gouvernement en la matière, conduiront à l'extinction progressive de ces dispositifs au sein de la collectivité à l'échéance de chacun des contrats. La commune y sera attentive afin de garantir, en temps utile, la continuité du service public.

Enfin, dans le prolongement du schéma de mutualisation défini à l'échelle du territoire par l'intercommunalité et les différentes communes, les Villes de Thann et de Cernay ont engagé une démarche conjointe visant à mutualiser une compétence externe en matière de gestion des archives municipales. Ainsi, la commune bénéficie, depuis le 1^{er} septembre dernier, des services d'une archiviste professionnelle à raison de 17h30 par semaine ; cette même

personne œuvrant depuis quelques semaines, aux mêmes conditions, au sein des services municipaux de la mairie de Thann.

Formation

A la fin de l'année, les crédits consacrés à la formation devraient être globalement équivalents à ceux des années précédentes (un peu moins de 30000 €.)

Précisons que la cotisation obligatoire (0,9 % de la masse salariale) versée au Centre National de Formation Publique Territoriale (CNFPT) représente la part la plus importante des dépenses de formation de la collectivité, ceci expliquant pourquoi cet organisme est très largement privilégié pour assurer la formation des agents communaux.

Rappelons qu'en 2017, la collectivité a élaboré et mis en œuvre son premier plan de formation annuel des services municipaux.

Avantages en nature et avantages sociaux

Quatre agents communaux disposent d'un logement de fonction en raison des exigences propres à leur emploi : le concierge du Centre sportif des « Rives de la Thur », le concierge du Complexe sportif « Daniel Eck », le concierge de la mairie et la maîtresse de maison, agent communal mis à disposition du CCAS, de la résidence pour personnes âgées « La Forêt ».

Les agents communaux peuvent bénéficier d'une participation de la commune au titre de leurs frais en matière de protection sociale complémentaire :

- Prévoyance (mutuelle labellisée) : 10,59 € par mois
- Santé (selon catégorie de personnel et composition de la famille) :

cat. A seul	10,59 €	cat. B seul	15,88 €	cat. C seul	21,19 €
cat. A couple	15,88 €	Cat. B couple	21,19 €	cat. C couple	26,48 €
cat. A famille	21,19 €	Cat. B famille	26,48 €	cat. C famille	31,78 €

Le coût annuel pour la Ville de Cernay est de 5 424 € pour la prévoyance et de 12 059 € pour la santé.

Les agents communaux peuvent également disposer de titres de restaurant (« chèque déjeuner ») d'une valeur faciale de 6 €, la moitié étant prise en charge par la commune, avec un maximum de 10 chèques par mois et par agent.

9145 chèques ont été distribués pour un coût total pour la Ville de Cernay de 27 435€.

Par ailleurs, les agents communaux partant à la retraite se voient remettre un bon cadeau d'une valeur de 20 € par année de service au sein de la collectivité.

Enfin, la Ville de Cernay verse annuellement 19 000 € à l'Amicale du personnel, qui est également celle des agents de la Communauté de communes.

Aucun changement n'est intervenu en ces domaines cette année et aucune évolution notable n'est envisagée l'année prochaine.

Temps de travail

La durée annuelle légale du temps de travail des agents à temps complet est 1607 heures par an, auquel il faut déduire le « Vendredi Saint » et le « 26 décembre » (droit local Alsace-Moselle), soit 1 585 heures par an.

Le temps de travail hebdomadaire des agents à temps complet de la commune est de 37 heures assorti d'un jour de « RTT » par mois, sauf pour les cadres A pour qui ce temps de travail est de 39 heures assorti de deux jours de « RTT » par mois.

Des exceptions sont prévues pour certaines fonctions nécessitant d'autres amplitudes de travail pour des raisons de service ou de dispositions réglementaires (temps de travail annualisé pour les ATSEM, astreinte hivernale pour certains agents techniques, agents de service rémunérés à l'heure etc.).

Aucun changement n'est intervenu en ce domaine cette année. Par contre, en 2018, il est envisagé d'instaurer une astreinte « technique » le week-end, en accord avec les agents concernés et les représentants du personnel.

Perspectives

En 2018, malgré l'impact des dépenses contraintes, c'est-à-dire indépendantes des choix de la Municipalité (refonte des grilles indiciaires des agents à la faveur du « Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations », augmentation des cotisations retraites ou encore compensation par la commune, selon des modalités qu'il reste à préciser, de la hausse de la CSG pour les agents), la nécessaire maîtrise de l'évolution des charges de personnel sera poursuivie.

Néanmoins, en écho à la démarche de sécurisation des carrières des aides-ATSEM engagée cette année, un effort raisonnable, correspond à deux 0,5 ETP, sera consentie en 2018 pour

répondre aux nécessités de service : optimisation de l'organisation et renforcement de certains services confrontés à de nouvelles charges de travail (Ex. : le service citoyenneté avec le transfert, par l'Etat, du traitement biométrique des cartes d'identité ou encore la gestion du « pacte civil de solidarité » etc.).

Par ailleurs, l'année 2018 devrait être marquée par la mise en place du nouveau régime indemnitaire de la fonction publique, en lieu et place des divers régimes actuels : le RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel).

Enfin, la commune sera vigilante à la situation des écoles, à la rentrée prochaine, afin d'apporter une réponse pérenne à la non-reconduction, par l'Etat, des contrats-aidés des personnels communaux. En la matière, le résultat de la consultation relative au maintien ou non de la réforme des rythmes scolaires pourrait offrir une marge de manœuvre financière.

a) Les intérêts des emprunts

Les intérêts d'emprunt du budget principal diminuent depuis cette année (nous avons payé près de 106 000 € en 2017 contre un peu plus de 149 500 € en 2016). Compte tenu de l'élargissement de la compétence « culture » de la Communauté de Communes Thann Cernay (CCTC), l'emprunt que nous remboursions pour l'Espace Grün a été transféré à la CCTC. Cela réduira pour la commune, les charges afférentes. Pour 2018, les intérêts d'emprunt s'élèveront à près de 89 000 € pour le budget principal, contre près de 106 000 € en 2017.

Concernant le budget annexe « panneaux photovoltaïques » le montant des intérêts d'emprunt est passé de 13 600 € en 2017, à un peu plus de 12 200 € pour l'année 2018.

Des tableaux, annexés à la présente note, détaillent l'état de la dette de même que son évolution jusqu'à son extinction.

b) Les charges à caractère général

Les charges à caractère général ont représenté la somme de 3 336 295 € en 2016. Cette année, nous avons dépensé la somme de 2 707 155 € jusqu'à ce jour. Pour mémoire, le budget inscrit sur ce chapitre a été revu à la baisse à hauteur de 100 000 €, comparé au montant budgété en 2016.

Le périscolaire, l'ALSH et la cantine sont intégrés dans les dépenses à caractère général, leur coût global est contractualisé pour toute la durée de la délégation de service public, y compris les révisions annuelles. Déduction faite de la participation de la CAF et de celle des parents, la ville paie désormais le reste à charge, qui s'est élevé à la somme de 588 802 € pour l'année 2017.

Les autres charges de gestion courante ont baissé, du fait de l'élargissement de la compétence « culture » de la CCTC à partir de l'année 2017 : le montant des subventions a été réduit de 409 000 € correspondant à la subvention versée à l'Espace Grün ainsi qu'à celle versée à l'école de musique.

En contrepartie du transfert de ces subventions à la CCTC, nous subissons une retenue sur nos attributions de compensation d'un montant équivalent.

Les autres dépenses comprennent les contributions au SDIS (317 142 € en 2017), au CCAS (100 000 € prévu au budget 2017) et les subventions aux associations, qui ont été sanctuarisées aux montants versés en 2016, soit environ 465 600 €.

3.1.2 Les recettes de fonctionnement

a) dotations

Depuis les cinq dernières années, l'Etat a imposé aux communes la réalisation de drastiques économies en réduisant la dotation globale de fonctionnement.

La DGF (dotation globale de fonctionnement) est passée de 965 399 € en 2016, à 802 492 € en 2017, ce qui représente une baisse supplémentaire de 17 % en un an. Entre 2012 et 2017, nous avons enregistré une diminution importante de cette dotation, puisque nous sommes passés d'une recette de 1 539 376 € en 2012 à la somme de 802 492 € en 2017.

Pour 2018, l'Etat s'engage pour le moment, à maintenir la DGF à son niveau de 2017, soit une somme estimée à 802 000 € sur la base des rares éléments d'information à notre disposition à ce jour.

La DSU (dotation de solidarité urbaine), a été revalorisée à la somme de 109 838 € en 2017, alors que son montant demeurerait inchangé depuis 2008 à la somme de 84 259 €. L'incertitude demeure quant au montant qui nous sera versé en 2018.

Les diverses autres dotations et compensations de l'Etat demeurent stables, telles que la dotation pour les titres sécurisés (passeports et cartes d'identité) 5 030 €, la dotation instituteur (logement) 2 808 € etc.

b) fiscalité

Pour 2017, la Ville de Cernay qui, comme depuis plus de 10 ans, n'avait pas augmenté ses taux, devrait percevoir les produits suivants :

- taxe d'habitation au taux de 7.34 % pour un produit de 812 832 € ;
- taxe foncière bâtie au taux de 9.53 % pour un produit de 1 725 121 € ;
- taxe foncière non bâtie au taux de 39.89 % pour un produit de 18 110€.

Pour mémoire, ces taxes ont rapporté la somme de 2 500 570 € à la commune en 2016, contre 2 556 063 € attendus en 2017.

En 2018, la taxe d'habitation sera supprimée pour 80 % des foyers. Le dégrèvement de taxe d'habitation devrait être compensé par le Gouvernement à l'euro près, il ne devrait pas y avoir de perte de recettes pour les communes pour cette première année. Toutefois, l'incertitude demeure sur la manière dont cette perte de recettes sera compensée par l'Etat au-delà de l'année 2018 et pose la question de l'autonomie financière des collectivités territoriales au cours des prochaines années.

c) autres recettes

Nous percevons également l'attribution de compensation de la Communauté de Communes de Thann-Cernay (4 199 604 € en 2017, 4 634 481 € en 2016). En 2017, nous avons perçu 434 877 € d'attribution de compensation en moins en raison de l'élargissement de la compétence « culture » de la CCTC. En contrepartie, cette diminution est compensée par une diminution équivalente de la subvention communale versée à l'Espace Grün et à la Musique Municipale au titre de l'école de musique.

Nous encaissons des locations pour près de 500 000 €, des redevances des services municipaux pour occupation du domaine public, des droits de place des marchés etc.

Nous avons perçu le fonds d'amorçage pour les nouveaux rythmes scolaires d'une somme de 18 733 € versés pour le premier trimestre 2016/2017 et le solde correspondant à deux trimestres de l'année scolaire 2016/2017 d'un montant de 36 516 € (50 €/an par enfant scolarisé). Toutefois, cette recette ne permet pas de couvrir l'intégralité du surcoût supporté par la Ville pour la mise en place de la réforme des rythmes scolaires. Les fonds d'amorçage ne couvrent pas en réalité la totalité de la dépense induite par cette mesure. Les résultats de la consultation sur les rythmes scolaires actuellement en cours, ne seront pas sans effet sur le budget communal.

3.2 Section d'investissement

3.2.1 Les opérations d'investissement en 2017

3.2.1.1 Les crédits reportés

Il s'agit d'opérations engagées en 2017 et encore en cours d'exécution (en travaux et en cours de paiement), comme la réfection des portes et des sas de l'église Saint-Etienne, la réhabilitation de l'ancienne MJC pour en faire le futur presbytère catholique et les futures archives municipales, la tranche 5 de travaux d'extension du réseau de vidéo protection, le réaménagement de la rue Joseph Dépierre, tranche 1 (entre la rue de Steinbach et la rue de la Montagne), ainsi que le réaménagement de la seconde tranche de travaux (entre la rue de la Montagne et la rue des Jardins) etc.

3.2.1.2 Les nouvelles opérations

En 2018, les projets suivants sont envisagés :

- mise en sécurité de la façade Ouest de l'Eglise Saint-Etienne, située du côté du clocher ;
- poursuite de l'extension du réseau de vidéo protection ;
- câblage informatique des bâtiments 4 et 6 de l'école les Tilleuls ;
- divers travaux de rafraîchissement dans les écoles (implantation de stores à l'école les Roses, travaux de peinture aux Géraniums etc.) ;
- nouvel équipement au skate parc ;
- rénovation des vestiaires du club house de tennis ;
- éclairage du terrain d'entraînement du complexe sportif ;
- sécurisation de l'arrêt de bus de la rue de Wittelsheim, etc.

3.2.2 Les recettes d'investissement

3.2.2.1 FCTVA :

Il s'agit du remboursement forfaitaire de la TVA sur les investissements de l'année précédente ainsi que sur les dépenses d'entretien de la voirie et des bâtiments. En 2017, nous encaisserons environ 323 945 € alors que nous avons perçu la somme de 352 589 € en 2016.

3.2.2.2 autres recettes d'investissement :

- remboursement des avances consenties à ALSABAIL pour la création d'entreprises en zone industrielle (Endress et Hauser Flowtec, Sime, DT Plast, Protechnic) : nous attendons un produit d'environ 57 000 € en 2018 ;
- taxe d'aménagement pour les nouvelles constructions : 50 000 € attendus en 2018 ;
- produit des amendes de Police : 18 768 € perçus en 2017 ;
- cessions de terrains ou d'immobilisations : environ 760 000 € ;
- recherche de subventions pour les projets en cours (aggrès extérieurs de fitness au parc des Rives de la Thur, presbytère/archives municipales, etc.) ;
- fonds de concours émanant de la CCTC dans le cadre du pacte financier et fiscal (839 316 € perçus en 2017, contre près de 1 123 600 € attendus en 2018).

Encours de la dette

Début 2018, il restera un encours prévisionnel de dette de 3 625 911 € dans le budget principal et 482 956 € dans le budget annexe des panneaux photovoltaïques, soit un total de 4 108 867 €.

Tous les emprunts ont été contractés à taux fixe à l'exception de celui conclu à l'origine auprès de Dexia pour 3 618 307 € et sur lequel le capital restant dû s'élève à la somme de 652 528.18 €. Cet emprunt est à taux fixe de 3.81 % tant que le Libor USD 3 mois ne dépasse pas 7 %. L'emprunt n'a pour l'instant jamais atteint cette limite. Le Libor 3 mois est actuellement inférieur à 1,49 %.

La dette consolidée par habitant s'établira au 1^{er} janvier 2018 à 343 € par habitant (350 € en 2017), contre 921 € en moyenne au niveau national pour les communes de même taille.

En conclusion, la stratégie du budget primitif 2018 consistera à maintenir le pouvoir d'achat de nos concitoyens, la qualité des services publics et l'attractivité économique de notre territoire en :

- préservant notre capacité d'autofinancement par la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement ;
- maintenant un budget d'investissement dynamique ;
- en soutenant l'activité et le tissu économique.

Dès lors, le Conseil municipal, après en avoir débattu ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment l'article 107 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2312-1 ;

Vu l'article 17 du règlement intérieur du Conseil municipal ;

Vu la note de synthèse et les documents annexés ;

Prend acte de la tenue du débat sur les orientations budgétaires pour l'exercice 2018 ;

Arrête dans leurs principes les orientations générales budgétaires pour l'exercice 2018.

A pris acte

Documents annexés :

- Etat de la dette au 01.01.2018 (budget principal et budget annexe)
- Structure et évolution des effectifs communaux

Monsieur Alain BOHRER quitte la salle et donne procuration à Madame Annie GADEK.

5 – Monsieur Emile MOUHEB rapporte le point n°5

Renouvellement convention bipartite de médiation sociale (Ville/AGORA)

Suite aux événements tragiques qui se sont déroulés au sein du quartier sud (Bel Air) de la commune, en 2013, il a paru utile de renforcer les actions en matière de médiation sociale.

Afin de prévenir d'éventuels nouveaux conflits, l'association CSC AGORA avait proposé, dans le cadre de son action sociale au sein du quartier, de recruter un médiateur.

Suite à cette proposition, une convention bipartite avait été signée par la Ville de Cernay, le centre socio-culturel AGORA.

L'agent recruté a conduit une médiation préventive par une veille dans les espaces publics, est intervenu sur les situations de dysfonctionnement en matière de biens et d'équipements publics, a régulé les conflits par le dialogue.

Pour mener à bien ce projet, AGORA a bénéficié du concours financier de la Ville dans le cadre d'une convention bipartite, dont les principales dispositions étaient :

- Durée : 2 ans ;
- Participation financière de la Ville : 50 % du coût du poste (15 000 € maximum / an).

Précisons, que le CSC AGORA a également bénéficié du soutien financier de DOMIAL, aux mêmes conditions que la Ville.

Aujourd'hui, la dernière convention arrive à échéance. Tenant compte du succès du dispositif, il est proposé à l'assemblée municipale de renouveler, aux mêmes conditions (durée et participation financière), ce partenariat avec l'association CSC AGORA.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2013 portant mise en place de ce partenariat ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2015 renouvelant ce partenariat ;

Approuve à l'unanimité un nouveau renouvellement du partenariat avec le Centre socio-culturel AGORA conformément aux conditions précisées dans la convention (cf. annexe) ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ;

Inscrit au budget les crédits nécessaires.

Adopté à l'unanimité

6 – Monsieur Michel FLIEG rapporte le point n°6 **Convention de gestion du cimetière israélite**

Le cimetière israélite de Cernay existe depuis 1833 et après avoir traversé les troubles des deux guerres mondiales, il n'a plus été utilisé depuis lors. La majorité des stèles sont renversées et le cimetière se présente sous un état quasi d'abandon.

Il forme une enclave fermée de 20,7 ares dans le cimetière communal, dont 16,5 ares relèvent du domaine communal. Les 4,2 ares restants sont propriété du Consistoire.

Après discussions, la Ville de Cernay et le Consistoire envisagent de formaliser une convention d'entretien de ce cimetière afin de lui conférer dans la durée, l'aspect décent et soigné qu'il convient pour ce lieu mémoriel dans le respect de ceux qui y reposent.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la demande du Consistoire du 22 novembre 2016 ;

Approuve à l'unanimité les termes de la convention de gestion du cimetière israélite entre la Ville de Cernay et le Consistoire ci-annexée ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention.

Adopté à l'unanimité

7 – Monsieur Dominique STEIGER rapporte le point n°7

Monde associatif – Subventions aux associations et organismes divers

7.1 - Avance sur les subventions aux associations pour 2018

La Municipalité propose d'allouer une avance sur le montant des subventions 2018 aux associations selon le tableau ci-après. Le solde sera versé après étude des rapports d'activités respectifs.

<u>ASSOCIATIONS</u>	<u>OBJET</u>	Avance 2018
AMICALE DES OR/SOR	Subvention de fonctionnement	120
UNC Section Cernay	Subvention de fonctionnement	190
ASSOCIATION MUSICALE ANIMATION DE CERNAY	Subvention de fonctionnement	290
ASSOCIATION ARCADIA	Subvention de fonctionnement	230
ASSOC. ORPHEON	Subvention de fonctionnement	100
MUSIQUE MUNICIPALE DE CERNAY	Subvention de fonctionnement	720
AMICALE THEATRE ALSACIEN CERNAY	Subvention de fonctionnement	270
ASSOC. PARENTS D'ELEVES FRANCO-PORTUGAIS	Subvention de fonctionnement	140
CERCLE D'ECHECS DE CERNAY	Subvention de fonctionnement	120
CLUB VOSGIEN Section de Cernay	Subvention de fonctionnement	150
SOC. DES ARBORICULTEURS DE CERNAY	Subvention de fonctionnement	100
SOCIETE DES AVICULTEURS	Subvention de fonctionnement	100

TRAINING CLUB CANIN DE CERNAY	Subvention de fonctionnement	130
ASSOCIATION ATHLETISME Cernay et Environs	Subvention de fonctionnement	370
ASSOC. DES TIREURS BALL - TRAP	Subvention de fonctionnement	760
BASKET CLUB DE CERNAY	Subvention de fonctionnement	150
BICROSS CLUB Cernay et Environs	Subvention de fonctionnement	200
BOXE OLYMPIQUE CERNAY	Subvention de fonctionnement	150
CERNAY WATTWILLER HANDBALL	Subvention de fonctionnement	8 700
ASSOC. CLUB DE PLONGEE DE CERNAY	Subvention de fonctionnement	850
CYCLO CLUB	Subvention de fonctionnement	110
ASSOC. CERCLE FAMILIAL SECTION QUILLES	Subvention de fonctionnement	220
PETANQUE CLUB LES CIGOGNES	Subvention de fonctionnement	100
SKI CLUB CERNAY	Subvention de fonctionnement	260
SOCIETE DE GYMNASTIQUE LE " PROGRES "	Subvention de fonctionnement	580
SOCIETE HIPPIQUE DE LA THUR	Subvention de fonctionnement	2 400
SRC CERNAY GYM KARATE	Subvention de fonctionnement	260
SECTION DE MARCHE DE CERNAY	Subvention de fonctionnement	120
SRC NATATION	Subvention de fonctionnement	2 700
TENNIS.C.I.C.	Subvention de fonctionnement	450
FEDERATION DES ASSOCIATIONS DE CERNAY	Subvention de fonctionnement	38 000
CENTRE SOCIO-CULTUREL AGORA	Subvention de fonctionnement	100 000
TOTAL GENERAL		159 040

N.B. : Les montants correspondants devront être inscrits au budget primitif 2018.

7.2 - Subvention exceptionnelle

Association	Objet	Budget d'Opération (€)	Montant de la subvention (€)
Association du Centre Socio-Culturel Agora	Aide exceptionnelle	1 458	1 167
TOTAL		1 458	1 167

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu les propositions de subventions ci-dessus ;

Vote à l'unanimité ces subventions ;

Prévoit l'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2018.

Adopté à l'unanimité

8 – Monsieur Michel LEDEUR rapporte le point n°8

Domaine communal

8.1 - Zone artisanale « du Vignoble » - Cession d'un terrain à la SCI « Les Pins »

Monsieur Mustafa AVCI, dirigeant de la société HIM, demeurant à CERNAY, 14 rue des Pins, souhaite acquérir un terrain dans la zone artisanale « du Vignoble » pour y installer ses activités professionnelles de bâtiments et travaux publics (B.T.P.), ainsi qu'un logement de service.

Dans ses séances préalables, le Conseil municipal avait approuvé à l'unanimité la vente de 35,80 ares à la SCI Les Pins. Cependant, dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU), l'évaluation environnementale a permis de recenser un certain nombre de plantations et bosquets concourant à la biodiversité.

Cette prise en compte nécessite toutefois de modifier la parcelle cédée à la SCI Les Pins afin de préserver la bande de végétation. De plus, ce nouveau découpage permettra de réaliser un rideau végétal entre la rue Sandoz et les activités futures, ainsi que celles déjà implantées.

Afin de permettre ce nouveau découpage parcellaire, une servitude dite de cour commune devra accompagner cette cession. Cette servitude autorisera une implantation du bâtiment sur limite séparative en application des dispositions du Code de l'urbanisme (article L471-1).

Selon le procès-verbal d'arpentage n° 3221 établi par Monsieur Hubert ORTLIEB, géomètre-expert à THANN, le 30 novembre 2017, il s'agit du terrain suivant :

- Section 30 - parcelle n°441/55 d'une surface de 278 m²
- parcelle n°443/121 d'une surface de 694 m²
- parcelle n°445/121 d'une surface de 1 528 m²
- soit au total 2 500 m².

La Direction Immobilière de l'Etat (anciennement France Domaine) a estimé la valeur totale du terrain à 62 500 € hors taxe, soit 2 500 € l'are. En ce qui concerne le logement de service, il est proposé d'appliquer un supplément de 200 € par mètre carré de surface de plancher. Le montant total variera en fonction de la surface précise souhaitée par le constructeur, et fera l'objet d'une attestation autorisant la surface de plancher précise qui sera jointe à la demande de permis de construire.

La surface du logement autorisé ne pourra pas excéder 150 m². Ce logement devra obligatoirement être intégré au bâtiment d'activité.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu l'avis de la Direction immobilière de l'Etat en date du 24 novembre 2017 ;

Vu le procès-verbal d'arpentage n° 3221 du 30 novembre 2017 ;

Vu l'article L.471-1 du Code de l'urbanisme ;

Vu les délibérations du Conseil municipale du 16 décembre 2016, du 23 juin 2017 et du 27 septembre 2017 autorisant la cession d'un terrain à Monsieur AVCI pour l'implantation de son entreprise de Bâtiments et Travaux Publics ;

Approuve à l'unanimité la vente susdite aux conditions indiquées, au profit de la SCI Les Pins ;

Charge Monsieur le Maire, ou son représentant, de signer l'acte à intervenir, ainsi que toutes les pièces se rapportant à cette affaire.

Adopté à l'unanimité

8.2 - Transfert des Zones d'activités économiques de la Ville à la Communauté de communes de Thann-Cernay

1. Définition et transfert des Zones d'Activité Economique à l'Intercommunalité

Dans le cadre du renforcement général des missions des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre en matière économique, la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite « loi NOTRe », a modifié le régime d'exercice de la compétence « création, aménagement, et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » des communautés de communes et d'agglomération : celle-ci est désormais exclusive et non plus partagée depuis le 1^{er} janvier 2017, à l'instar de la situation qui existait déjà pour les communautés urbaines et les métropoles.

Ainsi, depuis cette date, et quel que soit le statut juridique de la collectivité, en application du principe d'exclusivité, les communes ne sont plus habilitées à créer de nouvelles zones d'activités économiques (ZAE), ni à continuer d'aménager et de gérer les ZAE existantes.

La définition de l'intérêt communautaire fixant le périmètre de cette compétence depuis 2002 est devenue caduque et, par conséquent, toutes les ZAE communales existantes ont vocation à être transférées à l'EPCI.

En l'absence de définition juridique de la ZAE, un faisceau d'indices défini en concertation avec les communes a permis d'identifier les zones à transférer, afin de faciliter leur reprise par la communauté de communes depuis le 1^{er} janvier 2017.

Les critères objectifs permettant d'arrêter la liste de ces ZAE, et qui ont été utilisés, sont les suivants :

- la vocation économique de la zone exprimée dans le PLU ;
- l'existence d'une opération d'aménagement en cours ou achevée ou à défaut la présence d'espaces publics communs à plusieurs établissements/entreprises ;
- la volonté publique concrétisée d'un développement économique actuel et futur (investissement et fonctionnement).

Il en résulte la liste ci-dessous qu'il est proposé d'approuver formellement.

Commune	Appellation de la ZAE
Cernay	Zone industrielle Est
	Zone industrielle Europe
	Zone artisanale du Vignoble
	Zone d'activités Rue d'Aspach

Ce transfert des ZAE à l'EPCI implique le transfert des biens publics attachés à chaque zone à savoir les voiries et leurs accessoires.

Ce transfert est effectué par simple mise à disposition des voiries concernées des communes vers la communauté de communes qui assumera l'ensemble des obligations du propriétaire. Un procès-verbal matérialisera ce transfert.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu les dispositions de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Vu la liste des zones d'activités économiques à transférer ;

Approuve à l'unanimité formellement le transfert des zones d'activités communales définies ci-avant (zones industrielles Est et Europe, zone artisanale du Vignoble et zone d'activités rue d'Aspach) ;

Approuve à l'unanimité le transfert des biens relevant du domaine public dans les zones transférées, à savoir les voiries et leurs accessoires tel que définis ci-dessus, et ce à titre gratuit, nonobstant les éventuels transferts de charges qui seraient définis par la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) ;

Autorise le Maire, ou son représentant, à signer les procès-verbaux de mise à disposition ou tout document afférent à ce transfert.

Adopté à l'unanimité

2. Conditions financières et patrimoniales du transfert en pleine propriété des biens immobiliers (terrains)

Dans le cadre du renforcement général des missions des établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre en matière économique, la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite « loi NOTRe », a modifié le régime d'exercice de la compétence « création, aménagement, et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou

aéroportuaire » des communautés de communes et d'agglomération : celle-ci sera désormais exclusive et non plus partagée à compter du 1^{er} janvier 2017, à l'instar de la situation qui existait déjà concernant les communautés urbaines et les métropoles.

En application des articles L.5211-5 III, L.5211-17 et L.1321-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, tout transfert de compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens immeubles utilisés pour l'exercice de cette compétence.

Les parcelles listées en annexe sont transférées en pleine propriété en vue d'une commercialisation par la Communauté de communes de Thann-Cernay (CCTC) dans le cadre du développement économique des zones d'activités économiques (ZAE).

Un procès-verbal matérialisera ce transfert pour chaque ZAE.

Il est convenu que la cession des terrains communaux s'effectue par paiement différé. Le coût d'acquisition de chaque terrain (voir annexe) sera versé à la Ville de Cernay après la vente effective du terrain et encaissement du prix par la CCTC.

Dans le cadre du transfert des ZAE, la CCTC s'engage à commercialiser les terrains dans le cadre du développement économique du territoire.

Dans l'hypothèse où le prix de commercialisation (hors coût de viabilisation)¹ serait supérieur au coût d'acquisition joint en annexe, la plus-value sera répartie en part égale entre la CCTC et la Ville de Cernay.

La zone rue d'Aspach n'étant pas aménagée, et ne constituant à ce jour qu'une réserve foncière, les conditions financières de la ZAE rue d'Aspach feront l'objet d'une prochaine délibération.

La cession de l'ensemble de ces zones sera réalisée sous la forme d'actes administratifs. Les frais liés à l'établissement de ces actes seront pris en charge par la Communauté de Communes de Thann-Cernay.

Les conditions financières et patrimoniales des transferts de biens attachés aux zones d'activités doivent être décidées par délibérations concordantes du conseil communautaire et des conseils municipaux des communes membres dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'EPCI (CGCT. Art L 5211-5 III).

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu les dispositions de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Vu les articles L.5211-5 III, L.5211-17 et L.1321-1 du Code général des collectivités territoriales ;

¹ Ces coûts de viabilisation étant intégrés aux prix de cession figurant dans les tableaux relatifs à chaque ZAE.

Approuve à l'unanimité les conditions financières et patrimoniales du transfert en pleine propriété des biens immobiliers, telles que décrites ci-dessus :

Zone industrielle Est

Section	Numéro	Superficie (m ²)	Prix	Prix
			€/m ²	€ HT
55	127	27 179	25	679 475
55	128	30 120	25	753 000
Sous total		57 299	25	1 432 475
55	139	476	25	11 900
55	141	2 651	25	66 275
55	145	8 744	25	218 600
55	147	13 752	25	343 800
55	125	1 011	25	25 275
56	108	21 195	25	529 875
56	110	1 868	25	46 700
Sous total		49 697	25	1 242 425
Total		106 996	25	2 674 900

Zone industrielle Europe

Section	Numéro	Superficie (m ²)	Prix €/m ²	Prix
				€ HT
64	139	10 600	25	265 000
82	9	6 879	25	171 975
63	96	2 322	25	58 050
64	135	7 540	25	188 500
Total		27 341	25	683 525

Zone artisanale du Vignoble

Section	Numéro	Superficie (m ²)	Prix €/m ²	Prix
				€ HT
28	131	7 824	25	195 600
28	115	11 773	25	294 325
30	370	7 068	20,755*	146 700
Total		26 665		636 625

*La parcelle n° 370 n'est actuellement pas viabilisée.

Le prix de cession intègre le coût de viabilisation estimé à 30 000 € HT.

Habilite Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les actes administratifs ainsi que toutes pièces relatives à cette cession.

Adopté à l'unanimité

3. Convention de mise à disposition de services entre la CCTC et la commune de Cernay pour l'entretien des espaces publics

Les Communautés de communes et d'agglomération exercent à titre obligatoire la compétence « développement économique ». Conformément aux dispositions de la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015, dite Loi NOTRe, depuis le 1^{er} janvier 2017, cette compétence inclut la création, la gestion et l'entretien de toutes les zones d'activités économiques du territoire. La définition de l'intérêt communautaire sur les ZAE est désormais supprimée.

Par délibération du 10 décembre 2016, le Conseil Communautaire a approuvé, au titre des compétences obligatoires de la Communauté de Communes de Thann-Cernay, la prise des compétences telles que susvisées à l'article L. 5216-5 I du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) dont « création, aménagement, entretien, et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire », impliquant de fait la modification de l'article 5 de ses statuts.

Tel que susvisé à l'article L. 5211-5 III du C.G.C.T., le transfert de compétence entraîne, de plein droit, le transfert de l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert.

Le personnel afférent à l'exercice de la présente compétence est également transféré à la Communauté de Communes de Thann-Cernay, ce qui, en pratique, peut générer des dysfonctionnements non négligeables aussi bien dans les structures communales que communautaires, aucun agent n'étant affecté spécifiquement à la gestion des zones d'activités économiques.

En effet, l'entretien des zones d'activités économiques impose une logistique particulière intégrée dans une gestion globalisée à l'échelle de la commune des voiries et des espaces verts notamment.

Aussi, compte tenu de la pluralité des missions des équipes en charge de l'entretien des zones d'activités économiques, il apparaît peu efficient de scinder ces interventions pour les espaces publics attenants aux zones d'activités économiques.

Par conséquent, pour garantir la continuité du service public au moyen d'une organisation pérenne de la compétence, il est proposé que la Ville de Cernay continue d'assurer l'entretien des espaces publics des zones d'activités économiques relatives à cette compétence, dans son intégralité.

Pour cela, et sur le fondement de l'article L.5214-16-1 du CGCT, il convient de conclure une convention de mise à disposition de services entre la Communauté de Communes de Thann-Cernay et la Ville de Cernay.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles la commune assurera, sur son territoire, l'entretien des zones d'activités économiques, conformément aux dispositions de l'article L.5214-16-1 du CGCT.

Les zones concernées par la présente convention sont listées ci-après :

- Zone industrielle Est ;
- Zone industrielle Europe ;
- Zone artisanale du Vignoble ;
- Zone d'activités Rue d'Aspach.

L'entretien des zones d'activités économiques, assuré par la commune, concerne l'entretien des espaces publics (nettoyage, balayage, déneigement, travaux d'entretien des espaces verts, signalisation routière).

La durée de la convention est de 2 ans, avec effet au 1^{er} janvier 2018.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de République (dite NOTRe) ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5214-16-1 ;

Approuve à l'unanimité la signature d'une convention de mise à disposition de services entre la Ville de Cernay et la CCTC pour l'entretien des espaces publics des zones d'activités économiques (cf. annexe) ;

Autorise le Maire, ou son représentant, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Adopté à l'unanimité

8.3 - Rue de Thann –Cession d'un terrain à la SCI « Les Romarins »

La Ville de Cernay a cédé l'immeuble 14 rue de Thann à la SCI Les Romarins par délibération du Conseil municipal du 24 juin 2016. Les travaux de réhabilitation et de mise aux normes sont pratiquement achevés à ce jour.

A cet effet, l'escalier situé au droit de la rue de Thann a été modifié, afin de pouvoir disposer d'un accès répondant aux caractéristiques de l'affectation du bâtiment, avec l'accord de la Ville de Cernay.

Dans un premier temps, il était envisagé de concrétiser l'occupation du domaine public dans le cadre d'une convention limitée dans le temps. Toutefois, compte tenu de la nature et de la pérennité de l'ouvrage, et sur demande des propriétaires, il est proposé de céder cette faible emprise nécessaire au bon fonctionnement de l'établissement.

Selon le procès-verbal d'arpentage établi par le géomètre, cette emprise représente une surface de 3 m² cadastré section 4 parcelle n° 224.

Cette parcelle devra au préalable faire l'objet d'un déclassement du domaine public. Ce déclassement est dispensé d'une enquête préalable, puisqu'il ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurés par la voie.

La Direction Immobilière de l'Etat (anciennement France Domaine) a estimé la valeur de l'emprise à 51 € hors taxe, soit 1 700 € l'are.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière, notamment l'article L.141-3 ;

Vu l'avis de France Domaine en date du 14 novembre 2017 ;

Vu le procès-verbal d'arpentage n° 3220 du 30 novembre 2017 ;

Autorise à l'unanimité le déclassement de l'emprise concernée du domaine public ;

Approuve à l'unanimité la vente de l'emprise décrite ci-dessus, au profit de la SCI Les Romarins, au prix de 51 € hors taxe ;

Charge Monsieur le Maire, ou son représentant, de signer l'acte à intervenir, ainsi que toutes les pièces se rapportant à cette affaire.

Adopté à l'unanimité

8.4 - Rue du Laurier – Servitude de cour commune

M. Gary GLUTZ souhaite acquérir une parcelle dans la ZAI « Les Pins » afin d'ériger un local professionnel.

La configuration et la surface de cette parcelle ne permettent pas l'implantation de son projet, essentiellement par rapport au respect des prospects réglementaires côté Ouest.

La Ville de Cernay est propriétaire de la parcelle cadastrée section 114 n° 52, contiguë à la parcelle souhaitée par M. Gary GLUTZ cadastrée section 81 n° 120. Cette parcelle est déjà grevée d'une servitude de passage au profit d'ENEDIS, donc non constructible sur une largeur de 4 mètres.

Afin d'autoriser le projet de M. Gary GLUTZ, il est proposé d'accorder une servitude dite de cour commune en application des dispositions de l'article L471-1 du Code de l'urbanisme :

« Lorsqu'en application des dispositions d'urbanisme la délivrance du permis de construire est subordonnée, en ce qui concerne les distances qui doivent séparer les constructions, à la création, sur un terrain voisin, de servitudes de ne pas bâtir ou de ne pas dépasser une certaine hauteur en construisant, ces servitudes, dites « de cours communes », peuvent, à défaut d'accord amiable entre les propriétaires intéressés, être imposées par la voie judiciaire dans des conditions définies par décret. Les mêmes servitudes peuvent être instituées en l'absence de document d'urbanisme ou de mention explicite dans le document d'urbanisme applicable. »

La totalité des frais seront à la charge de M. Gary GLUTZ ou de la société civile immobilière (SCI) à créer par ce dernier.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu l'article L.471-1 du Code de l'urbanisme ;

Approuve à l'unanimité la proposition susdite, soit l'instauration d'une servitude de cour commune ;

Autorise le Maire, ou son représentant, à signer l'acte au profit de M. Gary GLUTZ ou de toute SCI que ce dernier créera dans le cadre de ce projet.

Adopté à l'unanimité

8.5 - Mainlevée d'inscription au Livre Foncier – Restriction au droit de disposer

La Ville de Cernay était propriétaire de nombreux terrains dans la zone artisanale dite « du Vignoble » qui ont été vendus aux entreprises souhaitant s'implanter dans la zone.

Des charges garantissant un certain nombre d'obligations relatives à l'affectation du terrain et à sa constructibilité ont été contractualisées et inscrites au Livre Foncier au profit de la Ville.

Ces charges grèvent encore à ce jour certaines parcelles alors même que les obligations des constructeurs ont été remplies depuis la création de la zone. Par conséquent, ces charges sont obsolètes voire sans objet et n'ont plus lieu d'être.

De plus, ces inscriptions au Livre Foncier rendent la situation juridique incohérente au vu de la réalité des faits.

Ainsi, la Ville est régulièrement sollicitée par les propriétaires et leurs notaires, au moment des cessions, pour en obtenir leur mainlevée et leur radiation au Livre foncier.

C'est l'objet de la présente délibération :

Inscription grevant l'ensemble immobilier situé 137 faubourg des Vosges, cadastré section 27 parcelles 104 et 106 :

Les parcelles constituant l'emprise du site, qui ont été acquises le 10 décembre 1992 auprès de la Ville, sont encore grevées à ce jour d'une inscription à son profit.

Cette inscription consiste en une restriction au droit de disposer en garantie du respect de toutes les conditions et restrictions contenues dans le règlement portant programme général d'aménagement des zones dites « secteur du Sud-Ouest » et « Zone artisanale » du 2 novembre 1978.

Devenue sans objet au vu du respect de la construction et de l'activité du site, et suite à la demande de Maître Hélène SIFFERT-KLUSKA, notaire à CERNAY, il est proposé au Conseil municipal d'accorder la mainlevée de cette inscription et sa radiation au Livre foncier.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le courrier de Maître Hélène SIFFERT-KLUSKA en date du 10 novembre 2017 ;

Approuve à l'unanimité la mainlevée de cette restriction au droit de disposer tout en conservant les dispositions du règlement annexé à l'acte de vente initial ;

Charge Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'acte à intervenir, ainsi que tous les documents se rapportant à cette affaire.

Adopté à l'unanimité

9 – Monsieur Michel LEDEUR rapporte le point n°9 **Office National des Forêts – Programme d'actions et état prévisionnel des coupes 2018**

La gestion de la forêt communale a été confiée à l'Office National des Forêts qui, à ce titre, soumet chaque année à la Ville, un programme des travaux et des coupes prévisionnelles.

Ainsi, l'état des prévisions des coupes, les devis et comptes des travaux d'entretien présentés par l'Office National des Forêts pour l'exercice 2018 se décomposent comme suit :

1 | Etat prévisionnel des coupes pour 2 112 m³**a. Coupes à façonner**

Bois d'œuvre :	► feuillus	172 m ³
	► résineux	444 m ³
Bois d'industrie – bois de feu :	► feuillus	350 m ³
	► résineux	132 m ³
	► chauffage	27 m ³
Volume non façonné :		276 m ³
Total :		1 401 m³

b. Coupe en vente sur pied

Bois d'œuvre :	► feuillus	56 m ³
Bois d'industrie – bois de feu :	► feuillus	655 m ³
Total :		711 m³

Pour ces volumes, le budget prévisionnel s'établit de la manière suivante :

Recettes brutes :	70 480 € HT
Dépenses d'exploitation :	44 376 € HT
Recette nette prévisionnelle :	26 104 € HT

2 | Programme d'actions pour 2018

Entretien courant :	21 536 € HT
Investissement :	4 285 € HT
Total :	25 821 € HT
Soit un excédent prévisionnel de :	283 € HT

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le programme d'action proposé par l'Office National des Forêts pour l'année 2018 ;

Vu le programme des travaux d'exploitation, et l'état prévisionnel des coupes ;

Approuve à l'unanimité l'état prévisionnel des coupes de la forêt communale pour l'année 2018 ;

Approuve à l'unanimité le programme des travaux d'exploitation, et l'état prévisionnel des coupes, présentés par l'Office National des Forêts pour l'année 2018 en forêt communale ;

Approuve à l'unanimité le budget prévisionnel et de voter les crédits correspondants ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ou devis afférents à l'exécution du programme des travaux dans la limite des crédits votés par le Conseil municipal.

Adopté à l'unanimité

10 – Monsieur le Maire rapporte le point n°10

Ressources humaines – Création d'un emploi permanent de rédacteur principal 2^{ème} classe à temps complet (avancement de grade)

Tout au long de leur carrière, les agents titulaires de la fonction publique territoriale peuvent bénéficier d'un avancement de grade, c'est-à-dire du passage d'un grade à un grade immédiatement supérieur à l'intérieur du même cadre d'emplois.

L'avancement de grade repose sur la reconnaissance, par l'autorité territoriale, de la valeur professionnelle des agents.

Les agents, remplissant les conditions requises pour en bénéficier, doivent être inscrits sur le tableau annuel d'avancement de grade, arrêté par l'autorité territoriale. Ce tableau de propositions est ensuite communiqué pour avis à la Commission Administrative Paritaire (C.A.P.) compétente.

L'autorité territoriale peut alors nommer, par voie d'arrêté, les fonctionnaires dans leur nouveau grade, sous réserve de l'existence d'un poste correspondant.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 ;

Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;

Vu le budget de la collectivité ;

Vu le tableau des effectifs de la collectivité ;

Vu la saisine du Comité Technique (CT) ;

Crée à l'unanimité un emploi permanent de rédacteur principal de 2^{ème} classe à temps complet ;

Supprime à l'unanimité un emploi permanent de rédacteur à temps complet, lorsque la nomination de l'agent sur son nouveau grade sera effective ;

Modifie en conséquence le tableau des effectifs de la collectivité ;

Inscrit au budget de la collectivité les crédits nécessaires.

Adopté à l'unanimité

11 – Informations à la Municipalité

Monsieur SORDI informe l'assemblée qu'au courant de la semaine, le NRO, autrement dit le « nœud de raccordement optique », de la société ROSACE en charge du déploiement de la fibre optique pour la Région, a été inauguré à Cernay en présence notamment de Messieurs Jean ROTTNER, Président du Conseil régional Grand Est, Raphaël SCHELLENBERGER, Député, et Romain LUTTRINGER, Président de la Communauté de communes de Thann-Cernay.

A cette occasion, Jean ROTTNER a informé la Municipalité que grâce à un déploiement efficace du réseau de fibre optique, l'arrivée de cette dernière, à Cernay, se ferait avec un an d'avance, soit à la fin de l'année 2018 au lieu de fin 2019.

Il a donc le plaisir de partager avec les membres présents cette bonne nouvelle pour les concitoyens et les entreprises.

En l'absence de Madame Anita BURGER, Adjointe à la culture, Monsieur SORDI passe la parole à Madame Annie GADEK, pour la communication des manifestations à venir.

Annie GADEK

16.12.17	14h30	Inauguration exposition R. ZIEBA et S. KOELCHLIN Chapelle de l'Ochsenfeld
17.12.17		Animations « Les Vitrines de Cernay.com » Centre-ville
	14h30	Spectacle de Noël Institut Saint-André
23.12.17	17h30	Inauguration patinoire et animations de Noël Espace Grün

07.01.18	10h30	Vœux du Maire Espace Grün
Du 20 au 28.01.18		Chevalet d'Or
20.01.18	10h30	Vernissage exposition « le Chevalet d'Or »

Monsieur SORDI reprend la parole pour souhaiter à toutes et à tous de belles fêtes de fin d'année en compagnie de leurs proches et tous ceux qui leur sont chers, et adresse d'ores et déjà à chacun ses meilleurs vœux l'année 2018.


Pour finir, il demande à ses Adjointes de bien vouloir remettre aux membres présents le cadeau de Noël qui marque traditionnellement la dernière réunion de l'année de l'assemblée.

Cette remise sera accompagnée musicalement par la chanson « Mon plus beau Noël » de Johnny HALLYDAY, pour rendre hommage, avec une chanson de circonstance, à ce chanteur populaire, au sens le plus large et le meilleur du terme, disparu comme tout le monde le sait la semaine passée.

Il aimerait également associé à cet hommage Monsieur Jean D'ORMESSON, décédé le 5 décembre dernier, brillant homme de lettres, académicien, écrivain et journaliste.

Fin de la séance : 21h41




Guillaume GERMAIN
Adjoint au Maire
Secrétaire de séance